



# C'EST DANS LA RUE QU'ÇA SE PASSE !

**Pourquoi n'avons-nous pas siégé ce matin au CTM**

*La CGT-Culture a décidé de ne pas siéger ce mardi 5 avril au comité technique ministériel (CTM). Chacun sait que nous mettons un point d'honneur à tenir toute notre place dans les instances représentatives des personnels, que nous nous battons pied à pied sur chacun des dossiers et ne ménageons pas nos efforts pour remplir au mieux les mandats que les personnels nous ont confiés. Cette décision, nous ne l'avons donc pas prise à la légère.*

## **Tous contre la loi El Khomri**

Aujourd'hui, la situation sociale de notre pays est telle qu'elle nous impose de faire des choix difficiles et de les assumer pleinement. Ainsi, après le 31 mars qui a rassemblé plus d'un million de personnes dans toute la France, la CGT, avec les organisations FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL, a décidé d'appeler à deux nouvelles journées de grève et de manifestations : ce mardi 5 avril et samedi prochain, 9 avril. Il s'agit clairement d'aller jusqu'au bout pour obtenir le retrait du projet de loi El Khomri. Ce texte régressif n'est effectivement pas négociable. Notre société déjà si fragile ne mérite pas qu'on lui inflige encore plus de précarité, de pauvreté et d'instabilité ; elle a besoin au contraire de plus de droits, plus de justice et d'égalité, plus de démocratie.

## **C'est dans la rue qu'ça se passe !**

Ce mardi 5 avril, la CGT-Culture fait donc le choix d'être plutôt dans la rue qu'au CTM. Nous serons dans la rue ce mardi comme le 9 avril, aux côtés de toutes celles et ceux qui se battent pour faire échec à la politique conduite par ce gouvernement contre les droits des salariés aujourd'hui et, demain, contre ceux des fonctionnaires. Nous serons également dans la rue aux côtés de cette jeunesse combative qui n'accepte plus ces reculs permanents et ces retards d'avenir et qui refuse, le jour et la *Nuit debout*, que la démocratie et la citoyenneté soient confisquées.

## **Toute la Culture dans la rue**

Les personnels du ministère de la culture ont participé activement à la journée du 31 mars : en régions, à Paris, dans les musées et domaines, les monuments nationaux, l'archéologie, les archives ou encore les bibliothèques... Tous ont connu des fermetures ou des perturbations importantes. Et, bien entendu, les DRAC, touchées de plein fouet par la réforme territoriale, étaient elles aussi mobilisées. On voit ainsi à quel point l'unité syndicale est un atout déterminant pour faire entendre à la fois des revendications nationales et interprofessionnelles, et des revendications directement ministérielles.

## **Nos revendications en avant**

La journée du 31 mars a permis de porter haut et fort les revendications de tous les personnels du ministère dans l'unité la plus large.

Disons-le sans détour : ces revendications qui ont un caractère d'urgence sociale pourtant évident ont reçu une fin de non recevoir de la part du nouveau cabinet. Ainsi, sur le devenir des DRAC, les missions et les conditions de travail des agents des DRAC ; ainsi, sur la question de l'emploi, question ô combien importante après des années de casse et bientôt près de 3000 suppressions sur la durée des deux derniers quinquennats : aucun engagement, aucune garantie, rien. Rien que des réponses dilatoires, un tantinet méprisantes et assez peu responsables au regard de la gravité de la situation, partout, à Paris comme en régions.

### **Le dialogue social en question**

Pour décrire vraiment l'état de crise du dialogue social dans ce ministère après un nouveau remaniement, il faut revenir une fois de plus sur toutes les revendications et les exigences que nous portons depuis l'alternance de 2012 et que nous avons exposées pour la énième fois, cette fois devant Madame Azoulay, au CTM le 25 mars dernier :

- ❑ Quels déroulements de carrière alors que le tassement des grilles salariales devient insupportable ;
- ❑ quelle revalorisation des filières métiers dont notamment la filière administrative et la filière ASM ;
- ❑ quid de la sortie du dérogatoire qui concerne des milliers d'agents contractuels ;
- ❑ quid des inégalités femmes-hommes ;
- ❑ quid de la précarité rampante ;
- ❑ quid de la faiblesse et de l'inégalité des régimes indemnitaires ;
- ❑ quid du projet de délocalisation du ministère etc.

### **Des instances dévalorisées**

Nous n'avons pas manqué non plus de parler à la nouvelle ministre de la situation hélas préoccupante de l'archéologie, des archives, de l'enseignement supérieur, des musées, des monuments nationaux, des bibliothèques, de l'administration centrale. Mais il faut bien se rendre à l'évidence : ce n'est pas le CTM à lui seul qui va répondre à ces enjeux cruciaux pour le service public culturel et pour les personnels. Le CTM le peut d'autant moins qu'il devient une sorte de théâtre d'ombres où il est rare désormais de voir le directeur de cabinet qui devrait pourtant le présider, et où les directeurs généraux n'y viennent qu'exceptionnellement et de préférence à l'invitation de la ministre.

**Mais ces constats un peu cruels ne revêtent aucun caractère de fatalité. Nous savons en effet parfaitement ce qui nous reste à faire pour faire entendre et avancer enfin des revendications légitimes et largement partagées : maintenir le cap de l'unité et de la combativité ; appeler partout à la mobilisation et au rassemblement des personnels pour imposer d'autres choix**

**Restons mobilisés ! Ne lâchons rien sur nos revendications !**

**Nous appelons l'ensemble des personnels du ministère  
à participer massivement à la manifestation du samedi 9 avril**

Paris, le mardi 5 avril 2016